

Cadrages (R.Cabanes, I.Georges)

Parler de la vie et de la ville d'en-bas suppose d'évoquer télégraphiquement ce dont on ne parlera pas. De la ville murée dans ses alarmes électroniques, de la ville globalisée fermée dans ses immeubles intelligents, de l'arrogance de la richesse quand le bikini d'une boutique vaut le prix d'un appartement de banlieue. Chaque habitant sait cela et vit avec ce qui est à sa portée. Dans son milieu et avec lui-même. Ce sont ces deux rapports dont il est question ici : de la manière dont ils se sont construits dans les situations de domination ; de la manière dont ceux qui les subissent tentent de les dépasser en essayant parfois de les construire à des échelles plus larges que celles de leur milieu social immédiat. Au travers de parcours qui traversent diverses formes de travail et d'activité, mais aussi la religion, les manières de vivre ensemble, les transformations de la famille.

On pourra se surprendre, à la lecture de ce livre, des références constantes à une époque du passé pas si lointaine qui réapparaît, à la lumière du jour néolibéral actuel, comme un moment de fondation détruit à peine né. Ce que fondait la théologie de la libération apparaît, aujourd'hui, insondable tant son souvenir est vivant, et sans doute magnifié. C'est dire les déceptions de l'époque actuelle et les attentes frustrées, malgré un Parti des Travailleurs au pouvoir devenu le guide de l'insertion de la nation dans la mondialisation

La platitude de la situation actuelle est à relier à ce réalisme asséné par une information économique qui vise à l'obscurcissement délibéré des savoirs, aux vérités idéologiques de passage, à ce goût hautement cultivé de tuer l'autre pour prendre sa place. Certes ce n'est pas ainsi que l'on décrit précisément le Brésil, mais ce tableau de fond, cet air du temps de la mondialisation sauvage par le haut et par le bas, il en participe, 'comme tout le monde'.

I - Du travail.

(chapitres 1 à 6)

Existe une suspicion croissante sur les fondements et les justifications de la raison politique. Celle dernière apparaît de moins en moins guidée par une perspective de 'bien commun' ou de 'citoyenneté', par le souci de raisonner la raison économique en s'y déclarant égale, voire supérieure, dans un cadre national qui fournissait la clôture des bases de négociation, de conflit et de partage des revenus. Elle est de plus en plus orientée par une perspective économique imposée par le capital financier, auquel chaque nation se propose d'offrir les meilleures conditions de sa reproduction dans le cadre de la compétition mondiale. La stratégie d'accumulation massive de capital s'effectue nécessairement aux dépens du travail. Sont ainsi développées des politiques de segmentation de la force de travail, à terme des politiques d'individualisation, qui réorganisent le marché du travail sur la base d'une précarité censée développer une nouvelle énergie, celle de

l'employabilité individuelle et de l'auto-entreprise¹. Le capital productif organise la production avec ses managers sur la base du travail dit 'participatif' d'où sont exclues les organisations collectives construites par les travailleurs qui sont remplacées par des formes de 'management' pensées et mises en œuvre par les entreprises. Cette neutralisation de leur action sociale, confirmée par le pouvoir politique, éclaire de manière crue une dynamique économique où la maximisation de l'accumulation de capital devient en elle-même une éthique impérieuse², à l'encontre, parfois, du management industriel de production. Cette contradiction interne au système capitaliste associe une stratégie d'individualisation 'artiste' dans le travail³ à une stratégie de vulnérabilisation de ce même travailleur par les politiques de précarité de l'emploi et de contrôle accru de l'activité productive⁴. Elle ne propose pas d'issue sur le plan de la revalorisation du travail. Elle reste très sélective sur le plan du partage des bénéfices car elle en limite l'accès aux salariés les plus qualifiés, qui ne sont qu'une fraction minime des travailleurs des pays de la périphérie. La nouvelle configuration du travail salarié régulier est celle d'une plus grande insécurité et d'une réduction des droits, comme si le caractère de subordination reconnu au travail salarié était remplacé par une relation purement commerciale. Chaque nation va à son rythme vers l'économie communiste de marché⁵ qui associe au régime du marché, des régimes divers de limitation de la démocratie. 'L'économie', nouveau Narcisse, est en voie permanente de développement en même temps que de décomposition puisqu'il se définit sans autre référent que lui-même, comme une 'éthique'⁶ qui subordonne le politique à ses fins et s'applique à tous les domaines de la vie.

L'affaiblissement du statut du travail salarié produit la diversification et la croissance du travail informel. Le 'vieux' emploi informel d'abord. L'ancienne vision des années 1960⁷ qui considérait le travail informel comme partie intégrante du développement capitaliste reste toujours valide et heuristique aujourd'hui : mieux, l'emploi informel s'amplifie et devient partie indispensable du développement du capital sous la forme de coopératives de travail, contrats commerciaux, sous-traitances en cascade qui se substituent aux formes d'emploi statutaires et régulières. Il est planifié comme élément structurant de la concurrence internationale facilitant la circulation des marchandises et celle des hommes aussi, par les migrations suscitées et déclarées illégales.

Le travail d'assistance sociale et l'économie solidaire font également un bond en avant dû à la croissance des inégalités. Ce travail est issu de sources

1- Voir certains programmes de développement urbains ou le titre de la revue : VOCE SA : Toi, société anonyme

2- Ce texte a été écrit avant la crise financière amorcée en octobre 2008

3- Luc BOLTANSKI, Eveline SCHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 2000

4- Richard SENNET, *Le travail sans qualités*, Albin Michel, 2000

5- Alain SUPLOT, *Le Monde*, 23 janvier 2008, Voilà 'l'économie communiste de marché'.

6- Éthique et économie, l'impossible mariage ? Revue du MAUSS, n°15, 1^{er} semestre 2000

7- Francisco DE OLIVEIRA, *Crítica à razão dualista*, Paz e Terra, 1962

variées : charité privée, redistribution publique, capital accumulé post-production et soustrait à la fiscalité de manière volontaire ou prélevé de manière légale. Les conditions objectives de l'exercice de ce travail sont également tirées vers la précarité : flexibilité de l'emploi et réduction des droits.

La légèreté du traitement du travail dans l'économie suscite, dans le monde entier, une forte expansion du narco-trafic. Quelques milliers de points de vente dans une ville comme Sao Paulo employant chacun une vingtaine de personnes donnent un emploi à quelques 150 à 250.000 personnes. Mais c'est peut-être moins la croissance de cette activité qui attire l'attention que sa capacité à imprégner la vie quotidienne par ses modes de faire et de penser.

La diversification et la complexification de la matrice sociale du travail est donc liée à l'essor de nouvelles formes de travail, à leur caractère éphémère, à leur interpénétration au long d'une vie. Ceci concerne les couches de la population qui vivent de leur travail, et plus sûrement les couches inférieures de l'échelle sociale. Outre une question de survie, qui s'est toujours posée pour certains, c'est aussi une question fondamentale d'existence et de reconnaissance sociales. Pris entre la stratégie improbable de l'accès à l'emploi de qualité stable, et celle, inévitable, de la débrouille, le travailleur est obligé à faire feu de tout bois. Mais si les conditions empiraient, la position subjective du travailleur, à la fois 'marchandise et sujet'⁸, reste, à son fondement, identique: seul l'investissement personnel permet de donner du sens à l'activité. La distinction fondatrice des ergonomes entre travail prescrit et travail réel reste utile pour étudier les formes d'appropriation par les travailleurs de ces nouvelles activités au sein de nouvelles formes d'emploi. Qu'il s'agisse d'Ong humanitaire ou de multinationale, cette activité d'appropriation, en toutes circonstances, donne sens au travail⁹. Mais si cette stratégie ne peut s'exercer que de manière individuelle, si elle est dans l'incapacité de s'exercer de manière collective, elle reste prisonnière de la stratégie de l'individualisation capitaliste. La tension entre une imposition puissante de nouvelles formes de travail et de rapport au travail et les multiples formes de résistance, au travail et ailleurs, qu'elle suscite, permet de décrire un espace de la politique. Les articles ci-dessous décrivent l'espace public d'expression du travail selon plusieurs angles de vue.

Vues à travers les personnes et les familles, les stratégies de vie (ch.1) représentent autant de fuites par rapport à une prise en charge directe du travail, et autant de manières de le réinvestir de façon biaisée.

L'issue religieuse offre des voies différentes : refus eschatologique des maux et misères, politiques de l'amitié ou entraides par la prière; aucune ne s'adresse, directement ou pas, aux maîtres du travail, même si elles sont informées

8- Maurizio LAZZARATO, Muriel COMBES, Bernard ASPES, Le 'travail', un nouveau débat pour de vieilles alternatives, FUTUR ANTERIEUR, n°35-36,1996, p.71-100

9- Maud SIMONET-CUSSET, Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail, LA REVUE DE L'TRES, n°44, 2004/1. Dans la langue française, l'impossibilité de séparer, comme dans la langue anglaise, le work (bénévolat) du labour (travail salarié) a longtemps retardé un examen du bénévolat en tant que travail.

souvent par des histoires de travail. L'issue socialo-festive ou anarcho-sociale ne s'adresse pas non plus aux maîtres du travail, mais la dynamique sociale qui en ressort, la pensée d'une unité culturelle populaire, semble pouvoir se reconstituer à propos du travail, en suivant un mouvement social plutôt qu'en l'initiant. Une attente directe sur le travail existe pour les plus jeunes qui exprime une vraie colère. Un dénominateur est commun à ces dynamiques: le retour, direct ou indirect, sur les rapports sociaux de travail incorpore le jugement que la justice au travail est une chose très relative et le sentiment que l'égalité des sexes est une chose juste, qui devrait s'exprimer au travail.

Au niveau du métier, les camelots (ch 2) constituent une variable traditionnelle d'ajustement du marché du travail, où l'égalité numérique des sexes est parfaite ; et l'égalité morale aussi. Les camelots sont obligés de passer par un marché de la protection politique qui se substitue à celui de la subordination salariale et qui est moins balisé, plus sauvage. L'expansion de ce type d'activité (avec la liberté du commerce et ses effets de contrebande et de mobilités accrues) s'accompagne de l'expansion des irrégularités et des concurrences qui les réduit à revendiquer une sorte de statut minimum de reconnaissance sociale (un droit du travail qui se réduit aux plus simples prémisses d'un droit au travail) que les urbanistes et politiques de droite voudraient carrément ignorer pour nettoyer la ville. La violence de cette domination apparaît au grand jour lorsque les camelots tentent de s'organiser.

Au niveau du métier encore, les couturières (ch3). D'abord, les couturières brésiliennes, travailleuses à domicile, la plupart anciennes ouvrières d'usine 'réemployées' par des sous-traitances en cascade, sans contrat de travail, ni commercial, seulement avec la promesse orale d'un échange. Elles connaissent l'esclavage des temps de travail irréguliers, des paiements aléatoires et sont les victimes directes de cette mondialisation sauvage, abandonnées en outre des syndicats. Dans l'impossibilité d'exprimer leurs revendications très directes sur le travail, elles 'se battent' dans le rôle de piliers de la famille, leur lieu de travail et de vie, dont le seul but est d'aider la génération suivante à mieux se positionner dans le travail et la société. Leur formation en coopérative, phénomène marginal, est en outre polluée par les exploiters de main d'œuvre qui réinventent des ateliers de travail du style début du 20^e siècle.

La couture est facteur d'égalité des sexes chez les boliviens du Brésil : hommes et femmes y participent de manière égale et peuvent poursuivre également une activité plus lucrative dans le commerce ou la production comme 'patrons'. A l'origine recrutés dans les ateliers coréens qui les renvoient ensuite à domicile pour éviter les contrôles de l'inspection du travail, les boliviens sont dans la même position que les couturières brésiliennes, clandestinité en plus. Mais les révoltes cachées contre les compatriotes qui les exploitent ne sont pas rares, et la réalimentation en main d'œuvre fraîche, mal dégrossie de la campagne, doit être constante. Comme si des rapports de classe n'étaient pas étouffés par les rapports communautaires nationaux.

Chez les employées domestiques (ch 4), la substitution d'une identité 'verticale' imposée par l'employeur par une identité horizontale entre travailleurs est lente mais paraît irréversible. Ce mouvement, fruit d'une réflexivité sur un travail dont l'origine est l'esclavage, est directement relié à leur propre situation conjugale qui connaît une inflexion dans un sens plus libre et interactif; comme si ces deux mouvements étaient liés. Un 'nouveau syndicalisme' des employées domestiques, vague de fond peu visible, se déploie dans ces deux directions.

Avec la collecte et le recyclage des déchets (ch5), les rapports sociaux entre collecteurs d'une part, entreprises familiales ou coopératives de l'autre et enfin grands acheteurs (privés ou coopérés) ne sont gérés ni par contrat ni par un marché de la protection. La liberté du commerce s'inscrit dans des rapports de force équilibrés. Facteur favorable peut-être à une grande variété de formes d'organisation à chaque niveau (individu-famille, entreprise familiale ou coopérative, voire grands ensembles coopératifs), où peut s'observer aussi une autonomie réelle des femmes, autant sous la forme coopérative que sous la forme entreprise familiale.

Les formes de représentation syndicale sont variées (ch 6). Dans les nouvelles professions du télémarketing très mondialisées, taylorisées et pénibles, les syndicats patronaux s'organisent, et les syndicats de travailleurs semblent les suivre, autour de l'idée de transit professionnel: payer relativement bien (par rapport au marché, et en ne déclarant que partiellement le salaire) des gens dont on sait qu'ils ne supporteront pas longtemps le rythme de travail). Les syndicats semblent s'accommoder de ce registre de l'avantage immédiat, comme s'il s'agissait d'un travail transitoire assimilable à un petit boulot.

A l'inverse la population des camelots est plus 'stable' du fait de son exclusion durable ou définitive du marché du travail et les revendications sur la dignité du travail sont anciennes, récurrentes, mais ne sont pas soutenables sans l'appui très ferme des pouvoirs publics. Au contraire les incursions de plus en plus incisives du néo-libéralisme incitent aux dérégulations de ces derniers. Phénomène qui incite l'offre de diverses représentations 'syndicales' plus ou moins mafieuses, et qui se manifeste, à un niveau global, par l'offre d'une plus grande diversité idéologique syndicale, devenue récemment légalement possible, où apparaît la nouvelle figure d'entrepreneur syndical.

Ici s'effectue la rencontre entre une forte égalité dans les rapports sociaux de sexe et un contexte d'exploitation accru.

II - Une activité structurante : le narco-trafic

(ch 7 à 11)

Plus qu'un passage plus ou moins obligé dans la vie des jeunes générations, le narco-trafic est devenu une référence économique (il permet à quantité de gens de survivre), sociale (il aide personnes ou associations), et morale, car, malgré ses excès, c'est une entreprise à risque qui montre que l'on peut vivre et survivre dans une société hostile et injuste, dont toute leçon de morale est a priori suspecte car elle se survit dans des inégalités criantes et entretient depuis longtemps dans l'indigence une forte proportion de ses travailleurs.

Son développement récent apparaît comme une réponse à la crise du travail apportée par le néo-libéralisme dans toutes les banlieues du monde, une ressource matérielle possible pour tous ceux laissés sur la touche. Il promeut sa légitimité en appuyant financièrement nombre d'associations, traditionnelles ou modernes, en aidant des familles à court d'argent pour des événements sociaux exceptionnels (mariages, enterrements). Il assure l'assistance aux prisonniers et leur réintégration post-prison dans le trafic. Reconnu comme un monde différent avec ses règles strictes de fonctionnement et ses sanctions violentes et définitives, il n'est pas moralement condamné. C'est une activité facultative (on peut la côtoyer sans y participer, l'utiliser parfois, s'y inscrire de façon durable) et inévitable aussi : il interdit la circulation à certaines heures et en certains lieux lorsqu'il effectue ses transactions; chacun connaît les circonstances et événements propices à ses interventions violentes ; tous les parents passent des périodes difficiles au moment de l'adolescence de leurs enfants car ils peuvent 'tomber' dans la séduction de cet univers, par la drogue, par l'argent facile, par les deux à la fois. Cependant que la stratégie de l'évitement, qui est toujours celle des familles, perd de son efficacité et qu'augmente le nombre de celles qui articulent en leur sein ces deux univers, comme de celles qui vivent directement de ce système en observant ses règles

Les dérèglementations croissantes des règles qui affectent le travail et les marchés et qui se développent encore avec la dernière crise financière suggèrent la notion de ville-bazar où tout est possible et faisable (ch7). Les capillarités du trafic de drogue vers l'économie normale sont innombrables au quotidien et peuvent devenir de grands fleuves, au su de tous. Et le pouvoir public, la police en particulier, qui opère depuis longtemps sur le marché de la protection-répression en ce qui concerne la drogue, voit ses 'affaires' s'amplifier sans qu'elle le cherche. Ce qui amplifie les passages incessants de la vie gouvernable à la vie nue, et enrichit une fausse notion d'exclusion sociale qui se conjugue à tous les degrés (ch.8).

Centrale aussi est la prison, qui fait partie du flux urbain de la périphérie, décrite par le parcours d'un agent pénitentiaire (ch.9) dans la période où se constitue la première organisation de défense des prisonniers, le PCC (Premier Commando de la capitale) née dans le sang des révoltes carcérales, qui devient peu à peu la principale organisation du trafic de drogue dans l'Etat de São Paulo et le principal agent régulateur des négociations avec la police dans ce trafic. Son activité se banalise dans l'ambiance hyper néo-libérale du bazar; il est sollicité en outre par la population pour organiser des 'débats' de justice dans les quartiers (ch 11). Il alimente une culture de la périphérie dont le groupe de rap, les Racionais, (ch. 10) décrivent les racines, célèbrent les exigences et l'honneur, et en déplorent les bassesses au point que 'Jésus en pleure'. Ce double mouvement accroît la légitimité de l'illégalité de cette activité, et inspire le mode de vie d'une partie de la jeunesse.

III – Associations : la citoyenneté au milieu de vents contraires ... (ch 12à 16)

La subordination du politique à l'économique au niveau de l'Etat national peut être rapprochée de deux phénomènes, l'un de même sens lié à l'idée de 'responsabilité sociale' des entreprises, l'autre de sens opposé, né dans les

espaces municipaux où s'élabore un approfondissement de la démocratie à travers les 'budgets participatifs'. Bien que ne traitant pas ici de ce thème, parce qu'il fut traité de manière trop légère durant les 4 ans de gestion du PT à São Paulo, on l'évoque dans cette introduction, car il a montré sa capacité à construire un nouveau type de relations sociales durables¹⁰.

Le renforcement des médiations sociales au niveau politique localisé, émerge, dans le contexte brésilien, comme un principe de reconstruction du politique au niveau national. Il s'effectue en opposition directe avec une démocratie représentative prisonnière du clientélisme et s'exprime dans de nouvelles formes de participation et de contrôle par la population dans la gestion de territoires localisés, les municipalités en particulier. Différentes formes de travail participatif et de cogestion municipales, dont le budget participatif, nerf de la guerre, sont mobilisées pour 'inverser les priorités' dans une action politique et sociale de réduction des inégalités. Ce principe de transformation des relations sociales et des rapports sociaux, bien que localisé, n'est ni assistentialiste ni communautaire, mais universalisant, car il réhabilite les principes d'égalité et de citoyenneté pour les plus démunis. Sa diffusion rapide sur tous les continents a montré clairement sa vocation universaliste. Cependant, selon la forme concrète qu'il emprunte, ce peut être un processus de réduction de la citoyenneté (de l'échelle nationale à l'échelle locale) ou un processus d'approfondissement de cette dernière dans la perspective de reconstruire l'espace politique à des niveaux plus amples que celui de la municipalité, sur la base d'un contrôle réciproque de la démocratie représentative et de la démocratie participative.

Les raisons qui l'ont porté au Brésil étaient initialement en contradiction avec l'usage et le sens que lui ont donné par la suite certaines instances, telle la Banque Mondiale. Celui d'une gestion partiellement compensatoire des inégalités portées par le développement de la mondialisation, celui d'une célébration d'une bonne gouvernance locale qui occulte l'impuissance de l'action tant au niveau national que mondial. Ce conflit de sens opposés, entre bonne gouvernance et réparation de la politique d'un côté, reconstruction de l'égalité et relégitimation du politique de l'autre, est apparu comme un véritable enjeu de la démocratie.

Là où les expériences ont été profondes, comme à Porto Alegre¹¹ où elle a été menée par le Parti des Travailleurs pendant 16 ans, l'expression des catégories les plus basses de l'échelle sociale a été effective, que ce soit du point de vue économique, identitaire, ou du fait d'une position particulière dans le cycle de vie. Il a fallu que s'effectue le passage, dans l'espace public, des 'histoires de vie' du

10- Yves CABANNES, Les budgets participatifs en Amérique latine, Mouvements, 47-48, sept-déc 2006 ; Yves SINTOMER, Carsten HERZBERG, Anja RÖCKE, Les budgets participatifs en Europe, La Découverte 2008

11- SOLIDARIEDADE et Estelle GRANET, Porto Alegre, les voix de la démocratie, Syllepse et Charles Léopold Mayer, 2003 ; Marion GRET et Yves SINTOMER, Porto Alegre, l'espoir d'une autre démocratie, La Découverte, 2002. L'expérience du budget participatif de Porto Alegre a désigné la ville pour l'accueil de 4 forums sociaux mondiaux. En 2001, le budget participatif à São Paulo a malheureusement été une caricature.

peuple, histoires inséparablement privées et sociales, pour revitaliser durablement ce dernier, la qualité de ses délibérations et de ses décisions. Ce moment est resté fondateur pendant plusieurs années, et a montré que l'espace public pouvait se régénérer en obtenant l'expression publique de ses sujets les plus démunis ; sujets 'privés' à double titre : par la difficulté de leur expression dans l'espace public et par leur dénuement matériel ou social. Métaphore du dénuement qui peut devenir un principe applicable à toutes les échelles de la vie collective, administrations ou entreprises. Les raisons de l'échec et des altérations de ce processus relèvent, au Brésil, de la perte de la conviction politique initiale : (à quoi bon approfondir la démocratie une fois au pouvoir ?) et se réfèrent donc à la question fondamentale sur la nature, ou l'essence, du pouvoir politique.

Ces processus sont à rapprocher d'autres changements de l'activité socio-économique. Les nouvelles (ou anciennes) formes sociales portées par l'économie solidaire, l'autogestion, le tiers-secteur, qui sont largement contrôlées de manière indirecte et ferme par les développements du capitalisme libéral, reposent sur des réseaux de travail volontaire, même si ce volontariat dépend en partie des difficultés du marché du travail à l'heure actuelle. Cette démarche n'a pas les moyens de son 'accumulation élargie' dans le cadre capitaliste, car il suffit qu'un secteur devienne attractif économiquement pour que ce dernier y jette son dévolu. Mais si l'économique structure les médiations proposées à la société civile, il ne les contrôle pas nécessairement ni ses articulations avec l'Etat. La société civile se définit, du local au mondial, sur la base d'une contradiction entre les conceptions du capitalisme néo-libéral, dont les victoires paraissent écrasantes, et une conception universaliste des droits de l'homme qui renvoie, au-delà du principe de la liberté, à celui de l'égalité, dont la défaite paraît consommée. C'est sur ces deux apparences que porte le débat ici.

L'économie solidaire, terme du siècle passé, exprime une critique socialement légitimée de l'exploitation capitaliste; son ethos donne du poids au travail réel dans son affrontement au travail prescrit. Le tiers-secteur, terme moderne du néo-libéralisme, se présente de manière opposée comme l'affaire des entrepreneurs sociaux. Lorsque ces deux visions débouchent sur des tensions et des conflits dans l'espace public, elles finissent par poser la question des droits sociaux. L'interprétation dominante, se référant à la vision moderne, critique à juste titre ces formes de domination. Mais on ne peut s'en tenir à cette critique-là, en oubliant que les acteurs dominés de cette scène ont leur mot à dire, soit celui qui leur a été suggéré, soit le leur.

C'est ici, comme l'avait pressenti Foucault¹² en 1979, la généralisation de la forme entreprise qui propose, en même temps qu'une forme sociale d'organisation, un modèle de l'existence même, une forme idéale du rapport de l'individu à lui-même. La réalité du néo-libéralisme qui a suivi a largement confirmé cette vision issue d'une réflexion historique. Mais sur le territoire de réalisation de cette

12- M.Foucault, Naissance de la biopolitique, Hautes Etudes-Gallimard-Seuil, 2004, 247-8

prévision, et malgré l'efficiencia que représente cette plus grande liberté du rapport à soi dans le travail, les contradictions ne sont pas évacuées (ch 13). La tension qui régit ce domaine oppose ceux qui l'ont inspiré et qui le contrôlent (la société de la 'responsabilité sociale' des entreprises (ch 12), du contrôle financier et de la gouvernance associative, les nombreux représentants de cette mouvance à de multiples titres, privés et publics) et ceux qui y travaillent. Ce secteur attire bien sûr ceux qui trouvent là un emploi comme un autre, mais aussi ceux qui sont portés par une idéologie de l'assistance, du soin, de la solidarité, parfois combinée à un souci ou/et à une formation politique propre ou héritée. C'est un lieu en outre où l'activité des femmes est intense et donne lieu à un débat sur la nature de leur travail : prolongement de l'activité domestique ou expression de l'activité des plus défavorisés (ch 14). C'est un lieu où la position du travail est soumise à des contraintes spécifiques et variées, tant du point de vue des rapports sociaux entre ordonnateurs de financements et acteurs, salariés ou bénévoles du domaine, que des rapports de ces acteurs aux 'clients' ou bénéficiaires (ch 15). Lieu encore mal défriché du concept de travail et au centre de transformations sociales potentielles. C'est pour cette raison que des analyses concrètes accompagnent ici des hypothèses d'interprétation plus larges. Car lorsque ces formes d'action sociale s'articulent à des orientations ou des convictions idéologiques fermes, comme c'est le cas ici avec la population de rue, dernier témoin de la théologie de la libération (ch 16), ou avec l'expérience des budgets participatifs, les gains de transformation socio-politiques sont loin d'être négligeables.

Parfois préformatée par l'idéologie dominante de la responsabilité sociale des entreprises, et parfois violemment critique, la vie associative, 'assignée à l'acte' par le néo-libéralisme, inaugure-t-elle, par son action, des formes de critique sociale introuvables dans les seules pratiques de la revendication: agir contre la violence domestique ce n'est pas la même chose que la dire, et derrière l'invention du mot 'peuple de rue', que de violences symboliques détruites. La parole et l'action de ceux qui vivent de si près la fracture sociale ne peut être passée sous silence.

IV - Vivre ensemble et vivre pour soi

(chapitres 17 à 20)

Sur le territoire de la ville, s'observe le contraste accentué entre processus illégaux et soutenus de la privatisation de luxe appuyés par les pouvoirs publics, et processus légaux et mous de résorption des favelas ou de construction de l'habitat populaire. Histoire de voir dans quelle ville on se trouve : une politique de privatisation de la ville est annoncée (ch 17). Dans les favelas ou l'habitat populaire, la vie quotidienne s'organise, avec, comme enjeu la création d'un espace collectif, entre le monde privé de la famille et l'espace public de la ville qui est plus un cadre de domination qu'un espace délibératif d'expression des rapports sociaux. Le vivre ensemble au quotidien serait-il capable de redonner une autre vie à la vie publique ? Au moment même où la progression des églises pentecôtistes s'affiche avec une grande vigueur. Pour certains la voie religieuse, individualiste ou communautaire se substitue explicitement au souhait de créer un quelconque espace collectif de voisinage et de convivialité qui apparaîtrait cependant comme

un besoin pour les intéressés eux-mêmes. Mais un orgueil conflictif occupe cette scène où s'expriment des conditions sociales voisines mais opposées : peur de montrer l'infériorité d'une condition, les fragilités et incapacités individuelles pour les uns; désir de ne pas se rabaisser au contact de la foule prolétaire pour les autres (ch 19). Ce refus fort des actes et symboles de la rencontre est lourd de sens en relation à la démocratie; il ouvre d'ailleurs un espace pour les 'débats' du 'monde du crime' accueillis de soulagement et d'inquiétude mêlés. De la même manière, les habitants d'une favela menacés de la destruction de leur habitation se laissent diviser par des avocats véreux et ne parviennent pas à s'unir pour empêcher la destruction d'abord, pour obtenir une indemnisation ensuite (ch 18). Ces faits sont à relier à l'écrasement du travail, aux patrimonialisations de la politique, à l'arbitraire de corps constitués, à toutes les insuffisances de l'expression publique qui apparaissent légères et n'inquiètent pas grand monde, mais qui sont signes de profonde démoralisation.

Le rapport au religieux connaît, durant ces trente dernières années, une inflexion vers l'individualisation. Il faudrait faire l'histoire du mouvement religieux qui s'exprime au début des années 60 en Amérique centrale puis dans l'ensemble du continent avec la théologie de la libération¹³. Celle-ci est aussitôt combattue par les Etats-Unis qui fomentent et appuient des coups d'Etat militaires en plusieurs pays du continent pour prévenir la possible rencontre de cette théologie avec l'idéologie révolutionnaire cubaine dans les classes populaires¹⁴. Le relais 'spirituel' sera pris plus tard avec un temps de décalage par la papauté elle-même.

Le Brésil avait largement pris parti pour ce messianisme religieux, en dépit de sa réputation de légèreté en ce domaine. Mais il restait aussi le même, capable d'inventions répétées, promoteur des croyances 'à la carte' plutôt qu'au 'menu' et des changements de religion au cours de la vie. La notion de 'croyants-baladeurs' y est une vieille histoire légitimée dans la pensée populaire : *'Dieu est unique mais il n'a jamais dicté sa religion'*. Or on observe actuellement, non seulement au Brésil mais en Amérique latine et un peu partout dans le monde dans les pays et les secteurs à la périphérie du capitalisme¹⁵, un développement massif des religions pentecôtistes, dont on pourrait synthétiser l'esprit sous le terme de 'religions de l'individu'. S'affirme ici la croyance de la relation directe à l'Esprit Saint, essentiellement conçu comme une 'force source de pouvoir', qui autorise la relation la plus directe de

13- Michael LOWY, *La guerre des dieux, religion et politique en Amérique latine*, Ed du Félin, 1998. La construction du royaume de Dieu, justice et égalité, doit se réaliser sur terre, avant de se réaliser au ciel

14- André CORTEN, *Le pentecôtisme au Brésil, Emotion du pauvre et romantisme théologique*, Karthala, 1995

15- La population évangélique mondiale, mouvances pentecôtistes et charismatiques mêlées, serait comprise entre 400 et 500 millions d'individus, dont 70 millions seulement aux Etats-Unis, terreau de l'évangélisme protestant. Voir Sébastien FATH, *Les ONG évangéliques américaines*, Sciences Humaines, n°155, déc 2004, p.20-25

l'individu à Dieu¹⁶, hors de toute référence sociale. Le terme d'individualisme communautaire¹⁷ est parfois retenu pour marquer la distance par rapport à toute insertion politique, économique ou sociale, et pour souligner la position centrale de l'individu comme source de légitimité.

La relation à Dieu est postulée sans médiation, à la différence de la pensée politico-religieuse de la théologie de la libération qui s'incarnait dans l'action collective et les mouvements sociaux. La relation directe à Dieu évacue la médiation de collectifs. Elle s'accorde parfaitement à l'individualisme glorifié par le capitalisme contemporain. Plus encore elle prend, avec le néo-pentecôtisme, l'aspect d'une réponse aux crises sociales avec la 'théologie de la prospérité' : la croyance n'est pas seulement promesse de prospérité, elle est prospérité.

Le pentecôtisme se présente comme une ressource pour individus en mal de mouvement social (les militants de la théologie de la libération peuvent y trouver une issue) ou en mal de société : se dessaisir de soi dans la croyance et se laisser immerger par une force puissante pour mettre un point d'arrêt à un processus de déchéance sociale, réel souvent, toujours symbolique, qui empruntait les parcours de la drogue, de l'alcool ou de la violence. Les récits de conversion laissent penser que le pentecôtisme fournit une réponse à la hauteur des individus et de leur rééquilibrage individuel : il offre une proposition de solidarité plus immédiate et appropriée aux temps actuels que celles de l'église catholique, qui sont de plus long terme, sauf le contre-feu qu'elle a armé avec la Rénovation Charismatique, mais qui reste circonscrit aux classes moyennes. Le pentecôtisme et le néo-pentecôtisme n'abordent ni n'évoquent les problèmes de société. Ce qui les rend aptes à poursuivre des directions opposées : le moment actuel est celui de l'aimable liberté des segmentations et des innovations, mais les Eglises les plus puissantes ont le goût des manifestations de masse. La prise de contrôle par certaines d'importants media et la pratique du lobbying politique incitent à ne pas rejeter l'hypothèse d'une évolution du néo-pentecôtisme vers l'action politique. Quoiqu'il en soit de ses évolutions possibles, la transformation du rapport à la religion, qui les concerne toutes, montre une correspondance troublante avec le formatage capitaliste individualiste. En même temps, l'individualisme religieux s'inscrit dans une démarche qui le rend indépendant d'une quelconque religion : c'est lui qui assure le transit d'une religion à l'autre. La souplesse du rapport à la religion est indéniable et la notion de transit essentielle (ch.20)

V-L'espace privé, tension vers l'égalité et relation à l'espace public (ch 21- 24)

Le concept d'individu, irréductible parce qu'indivisible entre naissance et mort, est toujours pris dans une tension entre *'ce par quoi les hommes se différencient les uns des autres'* (l'injonction d'individualisation dans la production capitaliste) et *'l'élimination de toutes les propriétés du cas particulier pour élaborer la définition de ce qui est*

16- Marion AUBREE, La 'force du Saint-Esprit' au service de la mondialisation, Revue Tiers Monde, XLIV-173, janvier-mars 2003

17- Sébastien FATH, art cité

*commun à tous*¹⁸ (l'injonction de consommation). Aux deux extrêmes de cette tension, la lutte de chacun contre tous et l'indistinction égalitaire de la masse. En se plaçant dans la perspective d'Elias pour observer comment l'individuel et le social se 'renvoient la balle' au-delà de leurs antagonismes, on incorpore l'échelon de la famille¹⁹ comme élément naturel de la chaîne qui conduit de l'individu à la société, dans la perspective de lier l'analyse de ses rapports internes à celle de son insertion et de son action sociale. Ce dernier ensemble se réfère donc à l'analyse socio-anthropologique des changements de l'espace privé dans leurs liaisons vertueuses, neutres ou conflictives, avec les changements qui s'opèrent dans l'espace public.

La famille est amenée à amplifier ses fonctions sous la pression des transformations de l'espace public : fonctions de prévoyance sociale que l'Etat avait instaurées pour gérer la société salariale du plein emploi, et dont il se retire peu à peu, fonctions des collectifs et des médiations sociales qui prenaient en charge le travail salarié. Au Brésil où la société salariale a été moins développée qu'en Occident, la famille a toujours eu un rôle important d'insertion et de 'protection sociale'²⁰, comme vraisemblablement en beaucoup d'autres pays du Sud. En endossant ce processus de régression sociale, il est possible, mais incertain, que la famille connaisse une extension de ses solidarités. Il apparaît clair par contre que la famille conjugale devient un élément stratégique de la reconfiguration de l'espace privé et du rapport entre espace public et espace privé. Ses membres développent leurs tactiques, chacun selon ses capacités, souvent de manière coordonnée, face à de nouvelles formes de travail social, de bénévolat, d'économie solidaire, de programmes publics pensés pour elle. Chacun est incité à porter un jugement sur les médiations construites dans l'espace public.

En outre la famille connaît des processus internes qui tendent à faire d'elle un espace d'interaction plus intense. L'une des conséquences du mouvement

18- Norbert Elias, *La société des individus*, Fayard, 1991, p.208, et p.211 pour la citation suivante

19- Il est étonnant que les problématiques du rapport individu-société court-circuitent généralement la question de la famille ou de l'univers privé en réduisant le concept d'individu à sa sphère publique, celle de liberté (la lutte de chacun contre tous) plus que celle de l'oppression (l'individu 'de masse' n'est supposé exister qu'aux époques de totalitarisme). Cette réduction du concept d'individu évite le moment de sa construction dans l'univers privé, qui le plus souvent se fait à deux, mais pas nécessairement : le rapport à soi-même exige deux locuteurs, le moi et le soi, présents dans la même personne. Enfin cette réduction occulte l'analyse du processus inverse, celui de la fabrication de tous ces 'individus par défaut', selon la forte expression de Robert Castel, (*L'individu 'problématique'*, in François de Singly, *Etre soi parmi les autres*, L'Harmattan, 2001) 'qui ont décroché des collectifs protecteurs qui leur permettaient d'être positivement des individus' (p.21). La famille est généralement le premier de ces collectifs protecteurs ; et si elle n'existe pas il faut rendre compte de son absence.

20- Le terme de 'famille-providence' est employé pour montrer l'importance de son intervention en relation à celle de l'Etat. Cf Claude Martin, *Le souci de l'autre dans une société d'individus*, in Serge PAUGAM (sous la direction de), *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales*, PUF, 2007, 219-238

féministe à l'échelle mondiale a été d'introduire 'la passion de l'égalité'²¹ dans l'espace public et dans l'espace privé. Cette passion de l'égalité s'inscrit dans les représentations concernant le monde social, les pratiques de recherche du travail, les représentations familiales : modifications de la relation à l'emploi et au travail, redistributions des fonctions, des activités, des relations internes entre ses membres. Elle manifeste aussi les signes d'une crise du patriarcat c'est ainsi que peut être lue la plus forte visibilité de la violence domestique et le phénomène des femmes seules qui deviennent volontairement chefs de famille. Le concept d'espace privé paraît alors adéquat pour désigner un lieu de relative autonomie, capable de porter cette autonomie dans son articulation avec d'autres espaces, dont l'espace public. Alors que le terme de famille renvoie à une forme sociale plus institutionnelle et figée.

L'émergence de l'espace privé n'est pas le produit de l'individualisation capitaliste ; il porte des valeurs qui lui sont foncièrement étrangères car la tension vers l'égalité a réorienté la tension vers la liberté. C'est sur cette nouvelle base de l'égalité ou de la justice, que l'espace privé peut nouer des articulations productives avec des médiations sociales issues de la société civile. Tout en continuant à recevoir la pression des déterminations de la société globale.

Celle de la consommation serait la plus insistante. Les droits sociaux compensatoires de la subordination qui sont déniés dans le travail de production²² sont reconvertis en semi-droits de post-production. Les droits du producteur sont métamorphosés en droits du consommateur ; c'est du moins la proposition, et le mirage²³. Cette dynamique peut absorber l'espace privé : l'interaction privé-public peut se réduire à ce seul rapport et à la défense du niveau de vie. C'est semble-t-il la tournure prise par les arrangements familiaux des classes moyennes qui parviennent à préserver à peu près leur position sur le marché du travail. Ce n'est pas nécessairement le chemin emprunté par les classes populaires soumises à de plus fortes tensions familiales (accès au travail et survie), sociétales (présence immédiate des solutions d'illégalité) et politiques (déficit de représentation).

Devant les reculs sociétaux relatifs à la protection du travail reconnu subordonné, devant l'essor des marchés de protection et de la 'marchandise politique' où le travail n'est même pas reconnu entant que tel, devant la grande confusion du troisième secteur où le travail n'est ni conceptualisé, ni socialement régulé et où sa reconnaissance dépend de l'action sociale et politique permanente de ses travailleurs, devant enfin l'impuissance collective qui s'affirme dans les espaces concrets de la vie quotidienne, hormis l'expérience collective religieuse pilotée d'en haut, on pourrait s'interroger sur ce qui permet encore aux personnes de s'ancrer sur une forme quelconque d'économie morale résistant au tsunami néo-

21- Ou la passion de la 'réciprocité' qui implique une relation d'échange plus qu'une division égalitaire du travail, domestique en particulier. F de Singly, *Fortune et infortune de la femme mariée*, PUF, 2004, p.227

22 Alain SUPLOT, Préface à l'édition 'Quadrige' de Critique du droit du travail, PUF, 2002

23 La crise des 'subprimes' illustre comment la baisse des salaires est remplacée par les droits à crédit, source de revenu supplémentaire pour la boulimie du capital.

libéral. On a repéré cependant que dans les domaines du travail informel et associatif la place des femmes s'amplifiait, et que leur action pouvait s'enrichir de références d'égalité et de justice plus fortes que celles des hommes. Ces derniers semblent plus préoccupés à négocier dans la conjoncture, plutôt que de fonder la négociation sur le rappel de grands principes de peur d'apparaître comme des idéalistes hors cadre concret. Un idéalisme de ce genre peut être plus difficilement reproché aux femmes qui viennent de plus loin dans l'inégalité et l'oppression. L'étude de la liaison entre la modification de leur position dans l'espace privé et la modification de leur position dans l'espace public présente donc un grand intérêt.

Outre les familles divisées entre monde légal et monde illégal obligées d'assurer la transaction continue entre ces deux mondes (ch 21), les femmes seules chefs de famille fondent un modèle d'économie morale, différent de celui attaché à la famille traditionnelle où la femme n'a de valeur qu'en tant qu'épouse et mère (ch 22), et les familles en proie à la violence domestique semblent illustrer une situation de crise globale du patriarcat (ch 23). L'article final (ch 24) essaie de montrer la différence entre les rapports sociaux familiaux qui sont de simples reflets des rapports sociaux dominants, et des rapports sociaux innovants dans l'espace privé qui relient un modèle égalitaire d'économie morale à des formes d'intervention dans la vie sociale qui ne constituent pas une simple reproduction de cette dernière. Si les rapports sociaux de sexe sont consubstantiels aux rapports sociaux de classe²⁴, comment rendre compte d'une progression dans le domaine des rapports sociaux de sexe dans l'espace privé et dans l'espace public, et d'une régression des rapports sociaux de classe dans l'espace public? Ce chapitre veut montrer comment une nouvelle forme d'économie morale qui se développe dans l'espace privé apporte sa contribution à plusieurs formes d'économie morale dans un espace public qui est cependant soumis aux tensions intenses d'un néo-libéralisme qui fragilise le travail salarié et crée sans cesse du travail hors contrôle.

24 Roland PFEFFERKORN, *Inégalités et rapports sociaux ; rapports de classe, rapports de sexe*, La Dispute, 2007

Cabanes Robert, Georges Isabel (2009)

Cadrages

In : Cabanes Robert (dir.), Georges Isabel (dir.). *Sao Paulo : la ville d'en bas*

Paris : L'Harmattan, p. 9-22

ISBN 978-2-296-09896-1